

Orientation : introduction pour la PZ

Nous tenons notre congrès au moment même où, en Égypte, la classe ouvrière et le peuple pauvre poursuivent et approfondissent leur mobilisation : après avoir chassé Moubarak, ils veulent chasser Morsi. Depuis que les masses se sont mises en mouvement, en moins d'un an, elles ont compris que les Frères Musulmans ne sont qu'un autre visage de l'exploitation capitaliste et de l'oppression.

L'Égypte est parcourue par une vague sans précédent de grèves, de créations de nouveaux syndicats, d'expulsions de directeurs d'entreprise, de mises en place de comités de gestion par les travailleurs, de manifestations de masses où l'on entend « *Morsi dégage* » et « *le peuple veut la chute du régime* », parcourue par des attaques des locaux des Frères Musulmans, des immeubles des gouvernorats et de postes de police, par des manifestations défiant le couvre feu décrété par Morsi : c'est nouvelle poussée révolutionnaire.

Mais, face à cela, tous les partis d'opposition, regroupés dans le Front de Salut National, y compris jusqu'à maintenant à ma connaissance les petites organisations qui se disent révolutionnaires, réclament... ***un gouvernement d'unité nationale FSN-Frères Musulmans et de nouvelles élections !***

Bien sûr, la situation en France n'est pas la même qu'en Égypte, mais, en tant qu'internationaliste, nous devons intégrer dans notre démarche, notre orientation et notre pratique, ces processus qui sont en train de bouleverser la situation, tout comme ont commencé à le faire, quoiqu' à une plus petite échelle, la grève générale de Guadeloupe, la mobilisation contre la réforme des retraites, les très nombreuses journées de grève en Grèce, avec encerclement du Parlement, le mouvement des Indignés en Espagne, etc. Et nous devons nous préparer pour les affrontements de classe majeurs qui se préparent, car les capitalistes ne pourront résoudre la crise à leur avantage qu'en écrasant le niveau de vie du prolétariat.

1) La première conclusion à en tirer, c'est que le combat pour la révolution n'est ni une chose du passé, ni une belle idée pour un avenir lointain, mais ***une perspective actuelle que nous devons mettre en avant sans complexe*** tous les jours dans notre activité, dans les interventions de nos porte-paroles, dans nos tracts, dans notre presse. C'est ce combat qui donne sens à toutes les luttes quotidiennes auxquelles nous participons.

L'un de nos porte-parole interrogé par un journaliste sur la société que veut le NPA, a répondu : « *pour le moment, on ne sait pas trop encore* ». Mais si on parle ainsi, comment attirer les travailleurs radicalisés, les jeunes révoltés, les écologistes radicaux ?

Nous sommes pour l'auto-émancipation : nous ne pouvons donc pas dire en détail comment sera cette nouvelle société débarrassée de toute exploitation et de toute oppression. Mais nous devons assumer sans complexe ses contours fondamentaux : nous voulons ***une société communiste autogérée***, une société où les moyens de production soit une propriété sociale et gérés par les travailleurs eux-mêmes, car c'est la condition pour pouvoir planifier la production afin de l'adapter aux besoins humains, protéger l'environnement, réduire le temps de travail et de mener jusqu'au bout la lutte contre toutes les formes d'oppression.

Et nous devons apprendre à populariser cette perspective en s'appuyant sur les mouvements révolutionnaires réels de notre époque, quelles que soient leurs limites, et sur les expériences d'auto-gestion ouvrière.

2) La deuxième conclusion à en tirer, c'est qu'on ne doit pas séparer d'un côté les revendications immédiates, économiques et démocratiques, dans les interventions quotidiennes de nos porte-parole et, de l'autre les revendications maximales pour un futur indéterminé, et enfin d'un troisième côté, la question du pouvoir, pour les jours de congrès.

a) On ne peut pas se contenter d'un **parasyndicalisme**, aussi rouge soit-il, comme tendent à le proposer les camarades de la PY. Certes, ils reprennent l'idée d'une démarche transitoire et parle du gouvernement des travailleurs. Mais ils ne vont pas jusqu'au bout : « *La question d'un gouvernement des travailleurs, comme mot d'ordre transitoire en partant des luttes pour aller vers le renversement du capitalisme, peut acquérir dans ces circonstances une grande importance* ». Bref, pour eux, relier les revendications au combat pour un gouvernement des travailleurs, ce n'est pas le cœur de notre logiciel, c'est en option. Cela peut conduire à une sorte de fossé entre un programme minimum et un programme maximum.

On peut illustrer cela sur la question des licenciements.

Cela risque de mener à un **grand écart** entre d'un côté, une tendance à accompagner des luttes qui ne se fixent pas d'autres objectifs que d'obtenir des grosses primes, et de l'autre la défense du mot d'ordre d'interdiction des licenciements.

b) Mais, il ne faut pas non plus tomber, sous prétexte d'éviter le parasyndicalisme, dans le danger opposé, et bien pire, celui de **glisser vers le réformisme sous prétexte d'être concret**.

En effet, pour réduire cet écart, certains camarades, notamment de la PFX, traduisent ce mot d'ordre (l'interdiction des licenciements) sous la forme d'**une loi pour l'interdiction des licenciements**. C'est plus concret, mais cela ne peut que semer des illusions. Car, comment les travailleurs entendent-ils un tel mot d'ordre ? Ils ne peuvent comprendre qu'une seule chose : qu'il serait possible de faire voter une loi d'interdiction des licenciements au Parlement, pourvu qu'il y ait une bonne majorité de « gauche ». Laisser entendre cela, c'est ouvrir un **boulevard à Mélenchon**. Car, c'est lui qui incarne la solution de rechange institutionnelle à gauche du PS la plus crédible.

Tout au contraire, il faut articuler de bonnes revendications immédiates avec une perspective politique juste : zéro licenciement ! Expropriation sans indemnité ni rachat sous contrôle des travailleurs ! Et, comme personne ne croit qu'un îlot de communisme puisse survivre longtemps au sein d'un océan de capitalisme, cela pose inévitablement la question du seul gouvernement capable d'exproprier et d'interdire les licenciements.

3) C'est là que se trouve l'enjeu du débat autour de notre formulation du **mot d'ordre de gouvernement**. Gouvernement anti-austérité ou gouvernement des travailleurs ? Cela n'est pas une querelle de mot. C'est une question décisive pour notre parti.

Le mot d'ordre de gouvernement anti-austérité est ambigu.

Il peut vouloir désigner **un mystérieux gouvernement intermédiaire** entre un gouvernement du capital et un gouvernement des travailleurs, comme s'il était possible de mener une politique qui parvienne à concilier les intérêts du capital et ceux du prolétariat. Un tel prétendu « gouvernement intermédiaire » porte un nom : c'est un gouvernement de **front populaire**, un gouvernement de sauvetage du capitalisme repeint en rouge.

Pourtant, la PFX a écrit, à propos de la Grèce, qu'un gouvernement de gauche dominé par Syriza pourrait être un premier pas vers « *une réorganisation anticapitaliste du pays* ». Cependant, ces mêmes camarades reconnaissent que le programme de Syriza n'est pas satisfaisant pour le moment, car Syriza refuse même de ne pas payer la dette. On se demande par quel miracle il pourrait changer... et surtout pourquoi baser sa politique actuelle sur une hypothèse aussi hasardeuse.

Et, à une autre échelle et à un peu plus long terme, un problème analogue se pose en France.

Face à cette contradiction, les camarades de la PFX répondent de **deux façons différentes** :

- certains disent que Syriza ou le Front de Gauche ne sont pas vraiment des partis réformistes ; que la frontière entre réforme et révolution n'est pas pertinente ; on voit que, dans ce cas, malgré le départ de la GA, les illusions sur le Front de Gauche ne sont pas dépassées ;
- d'autres répondent au contraire qu'ils n'ont pas ces illusions et que la mise en avant d'un gouvernement « anti-austérité » n'est qu'une formulation populaire de l'objectif du gouvernement des travailleurs. D'ailleurs, Yvan (NR : *qui avait fait l'introduction sur l'orientation pour la PX*) disait tout à l'heure que l'on fait des faux procès à la PX en ~~lui~~ l'accusant de laisser la porte ouverte à un gouvernement commun avec le Front de Gauche, mais alors, si c'est le cas, il faut que le congrès écrive noir sur blanc que nous n'envisageons pas un gouvernement commun avec les réformistes du Front de Gauche. Car, même dans ce cas, le formule de « gouvernement anti-austérité » est une maladresse particulièrement grave, car cela reviendrait à employer des formules très proches de celles de Mélenchon en voulant dire quelque chose de radicalement différent ; c'est donc rendre incompréhensible auprès des masses que nous ne portons pas du tout le même projet que le Front de Gauche.

Il faut que le congrès rejette fermement **toute perspective d'un gouvernement commun avec le Front de Gauche**, qui ne pourrait être qu'un gouvernement de Front Populaire, un gouvernement contre les travailleurs.

Déjà, aujourd'hui, les dirigeants du Front de Gauche ne cessent de s'opposer au développement des luttes et à leur auto-organisation, d'opposer le referendum à la grève générale. A titre d'exemple, la direction de la CGT refuse toujours de centraliser le combat contre les licenciements et les fermetures de boîte et la FSU refuse de se prononcer pour le retrait du projet de loi d'orientation sur l'école, donnant sa caution à la loi qui cadre toute la politique d'éducation du gouvernement. Et le Front de Gauche soutient l'intervention de l'impérialisme français au Mali.

Il faut donc aussi que le congrès rejette toute perspective **d'un front politique avec le Front de gauche, toute prétendue « opposition de gauche »**, car cela implique d'envisager à terme un gouvernement commun avec les réformistes du Front de Gauche, ce qui est inacceptable.

4) La quatrième conclusion à tirer, c'est que **la classe sociale qui jouera un rôle central dans la révolution, c'est le prolétariat**, car c'est lui qui joue un rôle central dans la production et est capable de la bloquer par la grève. Et c'est pour cela que nous devons faire de l'implantation dans le prolétariat de l'industrie et des services une véritable priorité. Car sans implantation réelle, nos mots d'ordre ne pourront pas devenir réalité.

Or, c'est un travail difficile, qui ne peut réussir si on ne lui donne pas une vraie priorité et si on n'est pas volontariste.

Mais, surtout, cela n'est possible que par une orientation politique concrète juste, qui sache saisir les questions politiques centrales de l'actualité et mener jusqu'au bout un combat politique sur celles-ci.

5) Pour appliquer cette idée à la situation actuelle, cela suppose principalement deux choses :

a) Se fixer l'objectif de faire émerger à partir des luttes réelles en cours **un pôle alternatif à la politique des directions syndicales**, proposant aux travailleurs une orientation non de concertation, mais de combat. Les premiers rassemblements récents (meeting de Sciences Po, action commune des ouvriers de PSA-Aulnay et de Renault-Flins, Rassemblement du 29 janvier, etc.) en ce sens montrent **qu'il y a des forces pour le faire** et que cela est donc possible, à condition que nous en fassions réellement et concrètement notre orientation : Arcelor (où la question de la nationalisation est posée), Sanofi (où la lutte dure depuis longtemps et où la question de l'expropriation est posée), PSA (où la grève est très dure et a commencé avec une occupation d'usine), Renault, Goodyear, Sanofi, Virgin, les Licenciées, etc.

b) Mettre au cœur de notre activité **le combat pour faire échouer l'accord sur la « flexisécurité » MEDEF-CGPME-UPA-CFDT-CFTC-CGC**.

Cet accord est une déclaration de guerre aux travailleurs. La CGT, FO, Solidaires, la FSU le rejettent, le PC le critique et Mélenchon dit que c'est encore pire que ce que Sarkozy voulait faire.

Cependant, les directions de ces organisations ne proposent aucune lutte contre cet accord autre que parlementaire.

C'est notre responsabilité de nous adresser à ces organisations pour une manifestation centrale à Paris lors de la discussion du texte contre la transcription de l'accord dans la loi et contre l'accord lui-même. Mais nous devons en même temps et sans attendre, en relation avec notre effort pour constituer un pôle alternatif aux directions syndicales, commencer à regrouper à la base tous ceux qui sentent l'urgent nécessité de centraliser la lutte contre les licenciements et le combat contre l'accord de « sécurisation sur la flexisécurité » .

C'est cela mener aujourd'hui concrètement le combat contre le patronat et le gouvernement.